



Assemblée nationale/Session budgétaire

Veiller à l'équilibre entre les besoins immédiats et les investissements

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a procédé le mardi 6 octobre 2026 au siège de la représentation nationale, à l'ouverture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année, conformément aux dispositions de la Constitution et du règlement intérieur de l'Assemblée nationale.



PAGE 3

SANTÉ



Kara

La 29^{ème} équipe médicale chinoise offre des soins gratuits à 172 personnes

Au Centre hospitalier régional (CHR) de Kara, 172 personnes ont bénéficié de consultations médicales, d'exams de santé et de médicaments gratuits grâce à une initiative de la 29^{ème} équipe médicale chinoise d'appui au Togo. Arrivée en septembre 2026, cette mission poursuit une coopération sanitaire entre Lomé ...

PAGE 11

ENERGIE

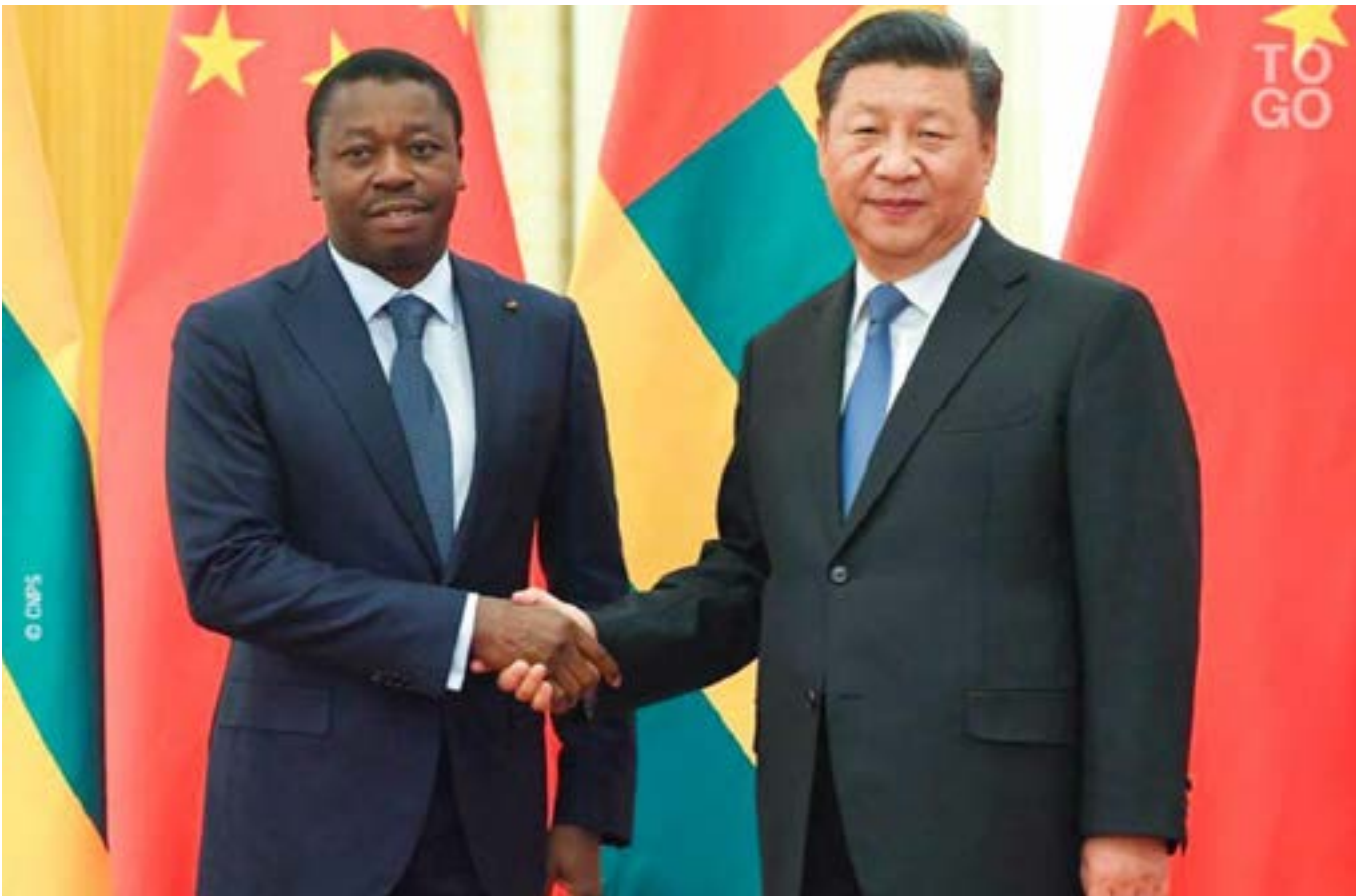


Investissement

Le gouvernement adopte un projet de loi pour moderniser le secteur électrique

Le Togo engage une nouvelle étape dans la réforme de son secteur électrique. Réuni le mardi 6 octobre 2026 à Lomé, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi destiné à moderniser le cadre juridique du secteur, à faciliter les investissements et à améliorer la qualité du service. Cette réforme intervient ...

PAGE 5



Togo-Chine

Nouveau tête-à-tête attendu entre Faure Gnassingbé et Xi Jinping

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, effectue ce 9 octobre une visite officielle en République populaire de Chine. Ce déplacement d'une portée diplomatique et économique ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Police nationale : fin des journées portes ouvertes

La Police nationale togolaise a clôturé, ce 8 octobre, ses Journées portes ouvertes sur l'ensemble du territoire. Cette initiative vise à renforcer la proximité entre les forces de sécurité et les citoyens, à travers la découverte de leurs missions et des échanges directs avec les agents.

Durant 3 jours, les visiteurs se sont informés sur le fonctionnement des services de police, leurs moyens d'intervention et leur rôle dans la protection des personnes et des biens.

Ces journées ont permis également d'accéder à certaines prestations administratives, notamment la légalisation rapide de documents et l'établissement accéléré de la carte nationale d'identité.

À travers cette démarche, les autorités entendent promouvoir le dialogue, renforcer la confiance et améliorer la réponse aux attentes des citoyens en matière de sécurité et de services publics.

Deux rendez-vous de clôture sont prévus : ce vendredi 9 octobre à 15h30, un match amical entre l'Aspoto, l'équipe de la Police, et l'Entente II FC au Stade JCA d'Agoè, puis le samedi 10 octobre à 6h30, un footing populaire entre policiers et citoyens au Camp GIPN à Logopé.

CORIS PEPS
L'esprit tontine,
l'épargne
rémunérée
en plus.

Commencez
aujourd'hui
Réalisez demain.

5%
ÉPARGNE
RÉMUNÉRÉE

à partir
10 000
FCFA

8283

Offre soumise à conditions

CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement

<https://coris.bank>

	SOMMAIRE	Mobilité Le Togo introduit de nouvelles catégories de visas  P 4	Togo Le PAGDSP lance ses formations pour renforcer la gouvernance publique  P 5	Sud-Afrique/Justice L'Afrique du Sud écarte l'immunité diplomatique de Kémi Seba et examine son extradition vers le Bénin  P 9
---	------------------------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Ayivi Essenam : une passion d'enfance devenue tremplin vers l'autonomie

Dans la petite ville d'Afangnan, située dans la préfecture du Bas-Mono, Ayivi Essenam incarne aujourd'hui le visage d'une réussite nourrie par la persévérance, le travail et le produit financier bien ciblé. Coiffeuse de profession, elle est l'exemple vivant de ce qu'une passion d'enfance peut devenir lorsque le destin est bien orienté.

Dès son plus jeune âge, Essenam montrait déjà un intérêt inhabituel pour la coiffure. Alors que d'autres enfants se consacraient à des jeux d'enfance traditionnels, elle passait des heures à tresser les cheveux des rares poupées qu'elle possédait. « J'adorais jouer avec les cheveux de mes poupées. C'était comme si, déjà à cet âge, je savais que la coiffure allait être ma vie », se souvient-elle, les yeux brillants de nostalgie. Après avoir décroché son Certificat d'Études Primaires (CEP), une décision fut prise en commun accord avec ses parents : Essenam devait quitter l'école pour se concentrer pleinement sur sa passion. « Ce n'était pas facile de dire adieu aux bancs de l'école, mais je savais au fond de moi que la coiffure était mon chemin », confie-t-elle avec une voix empreinte de détermination. Ainsi, elle commença son apprentissage dans un salon de coiffure local, où chaque jour était une nouvelle leçon, une nouvelle étape vers l'accomplissement de son rêve. Une fois son diplôme en poche, Essenam ouvrit son premier atelier de coiffure,

grâce au soutien financier de ses parents. L'atelier, simple mais fonctionnel, était installé devant la maison familiale, dans une zone rurale. Cependant, ce lieu, bien qu'emprunt de souvenirs chaleureux, ne permettait pas de toucher une large clientèle. « Il y avait peu de passage, peu de clientes. Je me disais que si je voulais vraiment faire grandir mon affaire, je devais être là où se trouvaient les gens », explique-t-elle avec franchise. C'est ainsi qu'elle prit la décision de déménager son activité au centre-ville, un choix audacieux qui marqua un premier tournant dans son parcours. Le véritable changement arriva lorsqu'Ayivi rencontra le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). « C'est à ce moment-là que tout a changé pour moi. Grâce au produit financier du FNFI, j'ai pu croire en un avenir plus grand pour mon salon », témoigne-t-elle avec une reconnaissance visible. Ayivi Essenam obtint son premier crédit, grâce au produit AJSEF (Accès des Jeunes aux Services Financiers), d'un montant de 200 000 FCFA. « Avec ce premier prêt, j'ai pu acheter

un séchoir, un équipement indispensable pour tout salon de coiffure qui se respecte. Avant cela, je travaillais dans des conditions limitées, mais là, j'ai pu améliorer mes services », se rappelle-t-elle avec émotion. Mais Essenam ne s'est pas arrêtée là. Après avoir remboursé son premier prêt, elle accéda à un second cycle de financement, cette

réinventer pour répondre aux besoins de sa clientèle. « Ce que je gagne maintenant me permet de subvenir aux besoins de ma famille et de participer aux dépenses de la maison. C'est une immense fierté », dit-elle avec un sourire plein de gratitude. Mais au-delà de la réussite économique, c'est une histoire d'émancipation et

possible », affirme-t-elle avec une sagesse qui vient de ses propres expériences. L'histoire d'Ayivi Essenam prouve que lorsque passion, détermination et accès à des produits financiers se conjuguent, les rêves peuvent devenir réalité. Pour elle, le FNFI a été une porte ouverte vers un avenir prometteur. « Grâce au Produit AJSEF, j'ai



Ayivi Essenam

fois-ci de 300 000 FCFA. « Ce deuxième prêt m'a permis de diversifier mon activité. J'ai commencé à vendre des mèches directement dans mon salon. Mes clientes n'ont plus besoin d'aller ailleurs pour s'en procurer », raconte-t-elle, fière du chemin parcouru. Aujourd'hui, son salon attire de plus en plus de clientes, et Essenam ne cesse de se

de confiance retrouvée. Ayivi Essenam est devenue une femme respectée dans sa communauté, une source d'inspiration pour toutes celles qui, comme elle, ont un rêve mais hésitent à le poursuivre. « Si je peux donner un conseil, c'est de croire en soi et de ne jamais abandonner. Les obstacles sont là, mais avec de l'inclusion financière et de la détermination, tout est

pu voir plus loin que les limites de mon village. Aujourd'hui, je me projette, je vois grand, et je sais que ce n'est que le début », conclut-elle, avec la conviction qu'elle a encore beaucoup à accomplir. Ayivi, de son petit atelier d'Afangnan, montre que tout est possible avec un peu de travail, beaucoup de vision et l'accès à des financements adaptés

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togomatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	--

Assemblée nationale/Session budgétaire

Veiller à l'équilibre entre les besoins immédiats et les investissements

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a procédé le mardi 6 octobre 2026 au siège de la représentation nationale, à l'ouverture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année, conformément aux dispositions de la Constitution et du règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

La cérémonie s'est déroulée en présence du président du Sénat, Barry Moussa Barqué, du ministre des Relations avec le Parlement et les Institutions, Gilbert Bawara, des membres du gouvernement, des présidents des institutions, des officiers supérieurs des Forces armées togolaises (FAT), ainsi que de plusieurs invités. Dans son discours d'ouverture, le président de l'Assemblée nationale a souhaité une rentrée parlementaire heureuse et féconde aux députés, avant de rappeler la portée de leur mandat et la responsabilité qui leur incombe au service de la nation. Revenant sur les travaux de la première session ordinaire et de la deuxième session extraordinaire de l'année, le professeur Komi Selom Klassou a souligné que l'Assemblée nationale a pleinement exercé ses missions. La première session ordinaire a permis l'examen de huit textes législatifs, tandis que onze textes de loi ont été examinés au cours de la deuxième session extraordinaire. Ces travaux ont notamment porté sur la protection des droits des

personnes handicapées, la préservation de l'environnement et le renforcement de la sécurité collective, à travers des textes relatifs aux pollutions maritimes, aux dommages causés par les hydrocarbures, à la sûreté nucléaire, aux

16 projets de loi se trouvent à différents stades de leur examen. Quatre disposent déjà de rapports et peuvent être soumis à l'examen de la plénière, quatre autres sont encore à l'étude en Commission et deux projets récemment déposés restent à affecter.



Professeur Komi Selom Klassou (Crédit photo : Assemblée nationale)

déchets radioactifs, à la biodiversité marine et aux aires naturelles. La représentation nationale a également contribué à la modernisation de l'économie et à la sécurisation des échanges à travers le renforcement des juridictions commerciales et l'adhésion à la Convention supprimant l'exigence de légalisation des actes publics étrangers.

Une session consacrée à l'examen du budget 2027

La deuxième session ordinaire de l'année 2026 sera principalement consacrée à l'étude du projet de loi de finances, exercice 2027. À l'ouverture de cette session budgétaire,

Plusieurs autres textes nécessitent par ailleurs des clarifications ou une coordination avec le gouvernement. Plusieurs questions orales et écrites attendent également sur le bureau du président de l'Assemblée nationale. Face à cet agenda, le professeur Komi Selom Klassou a appelé à une mobilisation collective et à une organisation diligente des travaux afin d'assurer un examen régulier des dossiers soumis aux Commissions et à la plénière.

« Cette deuxième session dite budgétaire donne à notre mandat une expression particulièrement exigeante.

Autoriser les ressources financières publiques et en examiner ses affectations, c'est apprécier les moyens que la République entend consacrer à ses engagements. C'est aussi veiller à l'équilibre entre les besoins immédiats de la population et les investissements sans compromettre demain », a déclaré le président de l'Assemblée nationale. Il a insisté sur la nécessité d'un examen rigoureux des prévisions et arbitrages budgétaires, mais également sur la capacité des administrations à assurer l'exécution effective des politiques publiques. Pour le président de la première chambre du Parlement, chaque crédit voté doit pouvoir être justifié par les résultats obtenus, donnant ainsi toute sa portée au contrôle parlementaire.

Le Parlement appelé à mieux répondre aux défis contemporains

Au-delà de l'examen du budget, le président de l'Assemblée nationale a invité les députés à prendre en compte les transformations que connaît le monde et leurs effets sur la vie des populations. Les mutations de l'économie, les enjeux environnementaux, les aspirations de la jeunesse, les évolutions technologiques, les menaces sécuritaires et les recompositions de l'ordre international constituent, selon lui, autant de défis auxquels le Parlement doit être attentif.

Dans cette perspective, trois orientations ont été dégagées : renforcer l'ouverture du Parlement au monde à travers la diplomatie parlementaire, donner aux députés les moyens de mieux comprendre les bouleversements contemporains et poursuivre la modernisation de l'administration parlementaire. « Nous poursuivrons donc les actions de formation, d'information et de renforcement des compétences, afin que le député dispose des instruments nécessaires pour décrypter les crises, anticiper leurs conséquences et éclairer les choix de la nation. Moderniser le Parlement, c'est enfin perfectionner sans relâche l'administration de notre Chambre. Nous continuerons à renforcer les compétences de nos collaborateurs, à moderniser nos procédures, à développer les outils numériques et à consolider la culture de performance au sein de nos services », a insisté le président de la représentation nationale.

Évoquant la diplomatie parlementaire, le professeur Komi Selom Klassou a par ailleurs annoncé la tenue prochaine à Lomé de la 86ème session du Comité exécutif et de la 48ème Conférence des présidents de l'Union parlementaire africaine (UPA), du 9 au 14 novembre 2026.

E. Dadzie

Togo-Chine

Nouveau tête-à-tête attendu entre Faure Gnassingbé et Xi Jinping

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, effectuera ce 9 octobre une visite officielle en République populaire de Chine.

Ce déplacement d'une portée diplomatique et économique de haut niveau répond à la volonté commune des dirigeants chinois et togolais de donner une nouvelle impulsion aux relations d'amitié et de coopération sino-togolaises, hissées en septembre 2024 au rang de Partenariat stratégique global.

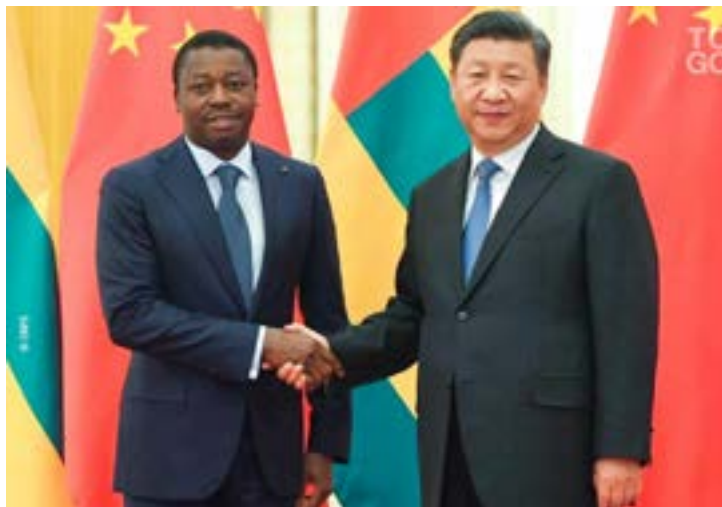
Le président Faure Essozimna Gnassingbé aura des entretiens en tête-à-

tête avec le président Xi Jinping, consacrés aux perspectives du partenariat, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

Des séances de travail sont également prévues avec le Premier ministre Li Qiang, le président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire Zhao Leji et les hauts responsables du Parti communiste chinois (PCC). Par ailleurs, le président du Conseil aura plusieurs autres activités, à savoir des rencontres d'affaires avec des investisseurs et des

opérateurs économiques chinois pour des échanges sur les nouvelles opportunités de partenariat public-privé autour des priorités nationales déclinées dans la Feuille de route 2026-2031 et la Vision 2040.

Il effectuera en outre des visites de terrain dans des villes à fort potentiel économique et social afin d'apprécier les opportunités d'investissement et les perspectives de partenariat. Le Togo et la Chine entretiennent une coopération dynamique et historique fondée sur



Faure Gnassingbé (à gauche) et Xi Jinping (Crédit : Présidence du Conseil togolais)

la confiance et le respect mutuel depuis 1972, année d'établissement des relations

diplomatiques entre les deux pays.

Edem Dadzie

Investissement

Le gouvernement adopte un projet de loi pour moderniser le secteur électrique

Le Togo engage une nouvelle étape dans la réforme de son secteur électrique. Réuni le mardi 6 octobre 2026 à Lomé, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi destiné à moderniser le cadre juridique du secteur, à faciliter les investissements et à améliorer la qualité du service. Cette réforme intervient alors que la demande nationale d'électricité continue de progresser et que le pays ambitionne d'atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici à 2030.



Une centrale solaire

Le texte introduit plusieurs innovations. Il reconnaît notamment le stockage de l'électricité, encadre le statut de client éligible et l'accès des tiers aux réseaux, tout en renforçant le rôle des producteurs indépendants. Il prévoit également des dispositions favorisant l'auto production, l'autoconsommation et l'injection des surplus d'électricité renouvelable. Le déploiement des compteurs intelligents et la prise en compte des exigences de cybersécurité figurent aussi parmi les évolutions envisagées.

Pour les zones économiques spéciales, la réforme ouvre la possibilité de diversifier les sources d'approvisionnement, notamment grâce à l'autoproduction et à des contrats directs avec des producteurs nationaux ou régionaux. L'objectif est d'améliorer la disponibilité de l'électricité, de maîtriser les coûts énergétiques des entreprises et de renforcer l'attractivité industrielle du pays.

Une demande énergétique en hausse

Cette évolution réglementaire intervient dans un contexte de besoins croissants. Selon les projections de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), la consommation nationale devrait passer de 2 085 GWh en 2024 à 2 753 GWh en 2030, soit une

augmentation d'environ 32 %. Au premier trimestre 2026, la pointe de consommation atteignait déjà 360 MW, avec une progression estimée à près de 10 % par an.

Pour répondre à cette demande, plusieurs options sont envisagées, dont un projet de centrale thermique bifuel de 120 MW, avec l'appui de la Banque mondiale. Parallèlement, les énergies renouvelables occupent une place croissante dans le dispositif national. En 2024, elles représentaient 41,24 % de la capacité électrique installée, évaluée à 327 MW.

Le projet de loi prévoit également l'accordement progressif des réseaux isolés au réseau national, une meilleure protection des consommateurs et le renforcement des échanges régionaux d'électricité.

Présentée comme essentielle à la compétitivité des entreprises et au quotidien des ménages, cette réforme doit encore suivre le parcours législatif devant l'Assemblée nationale et le Sénat.

Son adoption pourrait contribuer à mobiliser davantage de capitaux privés et à renforcer la sécurité énergétique du pays.

Edy Alley

Togo

Le PAGDSP lance ses formations pour renforcer la gouvernance publique

Le contrôle des dépenses de personnel figure parmi les priorités des formations locales du Projet d'appui à la gouvernance et au développement du secteur privé (PAGDSP), lancées le lundi 5 octobre 2026 par le ministère des Finances et du Budget et l'École nationale d'administration (Ena).

Financé à hauteur de 8,5 milliards FCFA par la Banque africaine de développement (BAD), le programme prévoit 40 sessions de formation destinées à plus de 2 000 bénéficiaires issus de 20 structures publiques. Il vise à améliorer la mobilisation et l'allocation des ressources publiques, sécuriser la chaîne de la dépense, promouvoir la budgétisation sensible au genre et soutenir le développement du secteur privé.

La première session porte sur le « contrôle de la solde et maîtrise de la masse salariale ». Elle réunit 90 cadres de la Direction nationale du contrôle financier (DNCF), répartis en 3 cohortes de

30 participants, pour cinq jours de formation chacune. L'objectif est de renforcer leurs capacités d'analyse des données salariales, de détection des anomalies et d'élaboration d'indicateurs de suivi.

Pour 2026, les dépenses de personnel sont estimées à

Le directeur national du Contrôle financier, Akakpo lyatan Komi, a souligné la contribution attendue du projet à l'amélioration des conditions de vie des populations et à une croissance durable et inclusive.

Le volet renforcement des capacités repose



373,5 milliards FCFA, soit 13,6 % du budget national. À fin juin, leur exécution atteignait 181,07 milliards FCFA, correspondant à 48,5 % de la prévision annuelle et à une hausse de 10,2 % sur un an. La masse salariale représentait alors 35,7 % des recettes fiscales, contre un objectif annuel de 34,1 %.

notamment sur une convention de 500,8 millions FCFA signée avec l'Ena le 30 mai 2025. Le programme doit également bénéficier à l'OTR, à la Haplucia, à la Centif, à l'ANPGF et à d'autres institutions publiques et organisations de la société civile.

La Rédaction

Recettes fiscales

L'État vise 2 109 milliards FCFA de en 2031

Le Togo ambitionne de porter ses recettes fiscales à 2 109 milliards FCFA en 2031, contre 1 043,7 milliards prévus en 2026. Cette trajectoire figure dans la Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT) 2027-2031, présentée le 6 octobre 2026 à Lomé aux représentants du secteur privé, à l'occasion de la deuxième réunion technique de concertation entre l'État et les entreprises.

L'objectif est d'accroître les ressources intérieures pour soutenir les dépenses publiques, tout en préservant la compétitivité des entreprises. Pour les autorités, la marge de progression reste importante. En 2025, la pression fiscale s'établissait à 13,1 % du produit intérieur brut (PIB), loin de la norme communautaire de 20 %. « Il y a un écart important entre la pression fiscale actuelle, la norme

communautaire et le potentiel du pays », a expliqué Kpowbié Tchasso Stéphane Akaya, secrétaire général du ministère des Finances et du Budget.

Pour atteindre cette ambition, la stratégie mise notamment sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la digitalisation du recouvrement et la rationalisation des dépenses fiscales. Les résultats enregistrés en 2026 constituent un premier indicateur. À fin juin, l'Office togolais des recettes (OTR) avait mobilisé 507,82 milliards FCFA, en hausse de 14,3 % sur un an.

Le numérique occupe une place importante dans cette réforme. La facture électronique certifiée, introduite par la loi de finances 2026, doit améliorer la traçabilité des transactions et le

contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). L'OTR a également lancé e-TPU en septembre 2026, permettant aux contribuables concernés de déclarer et payer leur taxe professionnelle unique en ligne.

Du côté des entreprises, la prévisibilité et la sécurité juridique demeurent essentielles. Le président du Conseil national du patronat, Laurent Coami Tamegnon, a salué la création de mécanismes de recours en matière administrative et douanière.

La mise en œuvre de la SRMT sera suivie par un comité dédié, avec des évaluations prévues en 2029 et 2031. L'enjeu sera de concilier rendement fiscal, efficacité administrative et compétitivité économique.

E. A

Mois du consommer local

Le gouvernement réitère les actions fortes

Le Togo passe à l'offensive dans la valorisation de ses produits locaux. Sous l'impulsion du gouvernement, ce mois d'octobre 2026 est consacré au « consommer local » avec une ambition claire : transformer les habitudes d'achat en un puissant levier de croissance économique. Retour, à travers ce dossier, sur les mesures concrètes pour propulser le Made in Togo et la place du consommer local dans le développement économique.



À sa 7^e édition cette année, le mois du consommer local se tient du 1^{er} au 31 octobre sur toute l'étendue du territoire national. Pour le gouvernement, l'occasion est propice pour encourager davantage la transformation des produits primaires et promouvoir l'achat de biens et services fabriqués ou cultivés localement.

Sous le thème : « Consommer local, facteur d'intégration régionale et de souveraineté économique de l'Uemoa face aux mutations du commerce mondial », l'événement s'annonce avec, au programme, plusieurs activités.

Dans l'ensemble, le programme prévoit une cérémonie de lancement à Lomé, des communications, des expositions-ventes, des visites d'entreprises et des campagnes médiatiques pour mieux sensibiliser la population.

Initiative portée par le ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la qualité, en collaboration avec l'Uemoa, le mois du consommer local sert de cadre pour réfléchir aux conditions de développement de

la production, de la transformation et de la distribution des produits locaux.

Pour ce faire le ministère exhorte les responsables et les institutions privées et publiques à s'approvisionner en biens et services d'origine locale, conformément à la circulaire N° 002/20/PR/CAB du 7 octobre 2020. Aussi en appelle-t-il au sens patriotique de tous, pour le succès de cette édition afin de booster le développement

économique du pays.

En effet, la consommation locale dépasse le simple choix d'acheter des produits locaux. Au Togo, la dynamique impulsée par le gouvernement se structure et se consolide au point d'en faire un véritable levier de développement économique, de valorisation du savoir-faire national et de souveraineté alimentaire.

Consistant à acheter et à utiliser des produits fabriqués, cultivés ou transformés sur le territoire togolais, la consommation locale ne saurait se limiter à des slogans. De par son impact, consommer les produits togolais permet de faire tourner l'économie nationale. Les retombées sont directes, avec des impacts sur les agriculteurs, artisans et Petites et moyennes entreprises (PME) qui représentent plus de 80 % du tissu économique du pays.

Par exemple, un secteur agricole porté par la consommation locale devient plus performant et permet au pays de moins dépendre de l'extérieur et d'être plus fort face aux crises mondiales. Au niveau de la valorisation de la culture, l'impact de la

consommation locale n'est pas négligeable non plus. Permettant de protéger le patrimoine culinaire, elle contribue à mieux valoriser le savoir-faire des artisans et des producteurs dans divers domaines.

Conscient de ce que représente la consommation locale dans le développement économique, la valorisation du savoir-faire national et la souveraineté alimentaire, le gouvernement ne cesse de renforcer son accompagnement et d'en faire la promotion. En ce sens, plusieurs initiatives et mesures ont été prises ces dernières années avec des impacts réels.

Promouvoir le Made in Togo

Concept désignant les produits, services et innovations d'origine togolaise, le « Made in Togo » devient un label de référence pour valoriser le savoir-faire local et stimuler l'économie nationale. Ce label encourage la transformation des matières premières sur place et incite les Togolais à acheter les produits fabriqués sur le territoire.

Fédérant institutions publiques, entrepreneurs et consommateurs autour d'un idéal commun qui est de promouvoir le savoir-

événement annuel qui promeut les produits locaux depuis 2019.

À travers cette initiative, le « Made in Togo » englobe dorénavant un ensemble de dispositifs : label, portail web, magazine, application mobile, foire et plateforme e-commerce, donnant une plus grande visibilité aux produits locaux.

En 2020, une lettre circulaire invite toutes les institutions publiques et privées à privilégier les biens et services d'origine togolaise. Cette orientation est de nouveau réaffirmée par le gouvernement en ce mois d'octobre dédié au consommer local. Il exhorte à valoriser les produits locaux pour accroître la contribution au développement du pays.

Désormais, chaque pause-café, cocktail ou dîner officiel devient une véritable vitrine du savoir-faire togolais, mêlant exigence économique et patriotisme partagé.

En outre, le premier supermarché Togo Mall, entièrement dédié aux produits locaux togolais, a été inauguré en 2023. Il rassemble et vend des articles fabriqués exclusivement au Togo, qu'il s'agisse d'alimentation, d'artisanat, d'habillement



Une vitrine des produits locaux

faire local, le Made in Togo est porté par des actions concrètes qui renforcent l'économie nationale tout en cultivant un sentiment de fierté identitaire.

Pour donner une plus grande visibilité aux produits locaux, le gouvernement a initié la foire « Made in Togo »,

ou de cosmétiques.

En trois (3) ans, cette initiative d'envergure a permis de regrouper plus de 136 entrepreneurs locaux pour offrir une vitrine permanente et structurée aux produits agroalimentaires, artisanaux et cosmétiques. L'initiative, qui bénéficie

du soutien de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo) pour la formation des producteurs à la vente, fait en sorte que les produits vendus soient de bonne qualité. Par ailleurs, plusieurs initiatives institutionnelles et techniques sont prises par le gouvernement pour assurer la qualité des produits locaux en vue de mieux promouvoir leur consommation.

Pour ce faire, des processus de validation des normes ciblées pour des filières comme le riz, le soja, l'horticulture et la volaille sont instaurés, menés pour structurer l'infrastructure nationale de la qualité et accroître la compétitivité des produits.

Des contrôles obligatoires sont exercés sur des produits avant leur commercialisation pour rassurer le consommateur. Allant dans le même sens, l'Uemoa, pour accompagner les efforts du Togo, adopte au niveau régional des directives relatives à la protection du consommateur et à la sécurité sanitaire, harmonisant ainsi les règles au sein du marché commun.

Des organismes comme la Haute Autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQUE) accompagnent les jeunes entrepreneurs et les PME dans leurs démarches de certification. L'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), pour sa part, délivre des certificats de salubrité basés sur des analyses microbiologiques, qui s'avèrent indispensables pour l'obtention des autorisations de mise sur le marché.

Enfin, des actions de sensibilisation ciblent les bonnes pratiques d'hygiène dès la production agricole et lors des étapes de transformation agroalimentaire afin d'en assurer la qualité à la base. Fort de l'accompagnement des plus hautes autorités, la foire Made in Togo, l'une des vitrines majeures des produits locaux, s'impose comme un rendez-vous majeur. La 6^e édition tenue

en 2025 a rassemblé plus de 500 exposants (200 simultanés et environ 300 en rotation), multipliant par cinq le nombre d'exposants de l'édition 2023.

Elle a accueilli environ 38 000 visiteurs. Le coût des stands, réduit de 300 000 à 200 000 FCFA pour tomber à 24 000 FCFA, favorise nombre de participations et témoigne du soutien du gouvernement aux initiatives locales. Parallèlement, la Foire internationale de Lomé (FIL), 20^e édition en décembre 2025, a accueilli plus de 803 000 visiteurs, un record comparé aux 704 000 en 2024 et 508 000 en 2023. Avec 1 150 exposants venus de 26 pays en 2025, contre 22 pays l'année précédente, et 727 rencontres B2B en 2025 contre 680 en 2024, l'événement se positionne également comme une véritable vitrine de promotion et de valorisation du savoir-faire local et de la consommation locale.

Autres initiatives

L'objectif étant de soutenir l'économie locale en la stimulant par la consommation locale, plusieurs autres initiatives sont prises pour propulser le Made in Togo. Elles visent à donner une plus grande visibilité aux produits togolais, qui restent souvent anonymes faute de

Pour garantir l'authenticité des produits locaux, un label officiel made in Togo a été instauré. Attribué après évaluation par un comité interministériel, il assure aux consommateurs l'origine et la qualité des produits. Une plateforme e-commerce dédiée, soutenue par l'OIF, facilite également la vente sécurisée en ligne. Par ailleurs, la Politique nationale de la qualité, adoptée dès 2019, fixe des normes afin d'aligner les produits togolais sur les standards internationaux.

Dans cette même logique, le gouvernement a validé en 2024 une Stratégie nationale de promotion de la consommation locale. Elle vise à créer de la richesse et des emplois en achetant et en valorisant les produits « Made in Togo ».

La stratégie nationale de la consommation locale vise une transformation structurelle ambitieuse. Pour ce faire, la Politique nationale de l'industrie, élaborée avec le soutien du Tony Blair Institute, ambitionne de dynamiser la production manufacturière, de créer des pôles de compétitivité, de favoriser la transformation locale des matières premières et de générer des emplois décents. Couvrant la période 2024 à 2040, cette feuille de

entrepreneurs et en structurant l'industrie, le Togo pose les bases d'un développement durable et inclusif.

Le Made in Togo au-delà des frontières

La consommation locale ne se limite pas à l'achat des produits togolais

des pays de l'Union européenne, surclassant des pays comme l'Inde et l'Ukraine.

Rien qu'en 2019, les exportations togolaises de soja bio ont plus que doublé, atteignant 42 300 tonnes, ce qui a permis au pays de surpasser la Chine

États-Unis et renforcer son industrialisation, un renouvellement de cet accord est concédé au pays.

Au-delà du soja et du textile, d'autres produits locaux, à l'instar de l'ananas bio, du café, du coton, du phosphate et des



Faure Gnassingbé avec les entrepreneurs locaux (archives)

par les Togolais. Elle vise également à imposer les produits locaux sur les marchés régionaux, continentaux et dans le reste du monde.

Grâce à l'accompagnement du gouvernement, les produits made in Togo s'exportent, avec comme première destination l'Europe et les États-Unis. C'est notamment le cas du soja biologique, l'un des produits agricoles

et l'Inde sur ce marché.

En 2020 et pour la deuxième fois consécutive, le Togo, avec 51 000 tonnes de soja bio exportées vers l'espace Schengen, s'est encore positionné comme le premier exportateur vers l'Europe. Selon le rapport 2020 de la Commission de l'Union européenne (UE) sur l'importation des produits bio, ce classement traduit une hausse de 8 700 tonnes par rapport à l'année précédente.

Le textile en avant-garde

Tout comme le soja, le textile togolais est également prisé sur les marchés américains et européens.

Le Togo est bénéficiaire de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), une loi américaine qui accorde aux produits textiles du Togo un accès préférentiel et en franchise de droits sur le marché américain.

Par cet accord, le pays développe le secteur du textile et de l'habillement. Bien que son plein potentiel soit entravé par des défis liés à la qualité des produits et à la capacité de production, le secteur reprend ces dernières années du poil de la bête grâce à la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). Et pour consolider davantage ses échanges avec les

produits marins, dont des dérivés sont passés sous le label made in Togo, font également la fierté du pays. Aujourd'hui, la consommation locale impulse un nouveau dynamisme à la création d'emplois dans de nombreux secteurs, stimulant dans la foulée le développement économique du pays.

Des défis

Si des avancées sont à l'actif du Togo en matière de consommation locale, il ressort que la production locale reste confrontée à nombre de défis. Ils sont relatifs à l'insuffisante valorisation des produits locaux, à l'accès au financement et à l'innovation technologique. Face à ces défis, des stratégies d'accompagnement telles que l'appui à la promotion des produits locaux, la mise en place d'un label de qualité pour les produits agroalimentaires, le soutien au secteur de l'artisanat par le biais d'un cadre légal sont mises en branle.

Aussi, le développement des zones industrielles comme la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) pour la transformation et la production locales participe à positionner le Made in Togo comme modèle économique.

Caleb Akponou



Photo présentant les mets locaux (archives)

promotion.

Pour ce faire, des actions de terrain sont menées pour accompagner les entreprises locales. C'est ainsi qu'en 2025, un programme d'appui a été lancé pour 100 jeunes et femmes entrepreneures labellisés Made in Togo, dans des secteurs variés tels que l'agroalimentaire, la cosmétique, le textile et l'artisanat.

route a été mise en place pour moderniser le secteur industriel togolais et transformer les matières premières sur place, pour booster la consommation locale.

De ce qui précède, il ressort donc que la consommation locale au Togo incarne une véritable vision de souveraineté industrielle et culturelle. En valorisant la consommation locale, en soutenant les

d'exportation les plus prisés et rentables à côté du coton. L'évolution est remarquable. De moins de 25 000 tonnes en 2015, la production nationale est montée à 260 000 tonnes en 2024.

Grâce aux stratégies de promotion de la filière soja, le Togo trône, depuis quelques années, au rang des premiers producteurs de soja bio, à destination

Sud-Afrique/Justice

L’Afrique du Sud écarte l’immunité diplomatique de Kémi Seba et examine son extradition vers le Bénin

Un passeport diplomatique authentique, reconnu comme tel par l’État qui l’a délivré, n’aura pas suffi à ouvrir une cellule de Pretoria. Mardi 6 octobre, la justice sud-africaine a rejeté l’immunité que Kemi Seba tirait de ses fonctions de conseiller spécial du général Abdourahamane Tiani : aucun document officiel n’établissait qu’il soit accrédité comme diplomate en Afrique du Sud. Il reste détenu et l’examen de son extradition vers le Bénin est fixé au 20 novembre.



Kemi Seba

Le raisonnement est d’une grande sobriété. Délivré par Niamey en 2024, le passeport a été confirmé par les autorités nigériennes dès avril, mais il reste avant tout un titre de voyage. L’immunité suppose que l’État d’accueil reconnaisse à son titulaire la qualité d’agent diplomatique, et rien ne l’établit ici.

Le jugement ne règle pas l’essentiel pour autant, car deux procédures avancent en parallèle. La première, sud-africaine, relève du droit de l’immigration. Interpellé le 13 avril avec son fils et un ressortissant sud-africain alors qu’il tentait de quitter le pays avec un visa expiré, l’activiste est poursuivi pour séjour irrégulier. Sa demande de libération, déjà refusée en juin, vient d’échouer une seconde fois. La seconde procédure est béninoise. Cotonou a lancé deux mandats d’arrêt internationaux : l’un en juin 2025, pour blanchiment de capitaux présumé ; l’autre en décembre 2025, après la tentative de coup d’État du 7 décembre, pour apologie de crimes contre la sûreté de l’État et incitation à la rébellion.

Celle-là progresse par à-coups. Parvenu au parquet sud-africain fin septembre, le dossier d’extradition attendait encore l’autorisation de la ministre de la Justice, pièce exigée. Son examen, repoussé à plusieurs reprises depuis l’été, aura lieu le 20 novembre. Le rejet de l’immunité rouvre la voie à cette audience sans en préjuger l’issue : aucune décision n’a été rendue.

Derrière la technique judiciaire se profile une affaire politique. À l’heure de l’arrestation, le Bénin était dirigé par Patrice Talon, dont Kemi Seba est un opposant déclaré.

Depuis le 24 mai, Romuald Wadagni occupe le Palais de la Marina, et la Confédération des États du Sahel, Niger compris, était représentée à son investiture. Le nouveau président a promis d’améliorer les relations au sein de l’espace ouest-africain. Le dossier Seba, qui touche un conseiller du général Tiani, mettra cette ligne à l’épreuve.

Kemi Seba rejette les accusations. Il dit craindre pour sa vie s’il est renvoyé au Bénin, où il n’a pas mis les pieds depuis mai 2024, et affirme avoir déposé le 28 avril une demande d’asile auprès du ministère sud-africain de l’Intérieur. Il demeure présumé innocent.

Reste que la même capitale, Pretoria, devra répondre à sa demande d’asile comme à celle de Cotonou, et que nul ne sait encore laquelle pèsera le plus.

T.M.

Guinée-Bissau/ Retour de l’ex-président

Après le refus d’entrée sur le sol guinéen, le général N’Tam veut désarmer les proches de l’ex-président

Le chef de la junte a demandé mercredi aux militaires réputés fidèles à Umaro Sissoco Embaló de se désarmer. Le lendemain, la commission électorale jugeait que les conditions d’un scrutin en décembre n’étaient pas réunies.

Il fut un homme de confiance d’Umaro Sissoco Embaló, dont il avait dirigé l’armée de terre, avant de prendre sa place à la tête de l’État. Mercredi 7 octobre, à Bissau, le général Horta N’Tam a demandé aux soldats de la garde présidentielle, réputée fidèle à l’ancien chef de l’État, de « rendre les armes [...] de manière volontaire ». Il a ajouté : « Gare à ceux qui refusent d’obéir. ». L’appel prolonge une semaine nerveuse. Embaló, exilé au Maroc, avait annoncé son retour pour le 4 octobre et sa candidature à la présidentielle du 6 décembre. Dès le 29 septembre, le ministère de l’Intérieur appelait au calme après des informations sur un mécontentement au sein de la garde, puis

le haut commandement a estimé, le 1er octobre, que les conditions de sécurité n’étaient pas réunies pour garantir ce retour. Plusieurs gardes ont depuis été désarmés et placés sous le contrôle de l’état-major. Le président de transition évoque une « structure mal organisée installée au Palais » et assure que nul n’a été chassé de l’armée. Une commission doit récupérer le matériel de guerre encore détenu. Jeudi 8 octobre, la vice-présidente de la Commission nationale électorale, Felisberta Moura Vaz, a affirmé que « les conditions ne seront pas réunies pour réaliser des élections ». Elle s’est pourtant refusée à parler de report, décision qui relève du président de la Transition. Le Premier ministre, Ilídio Vieira Té, a jugé caduque la direction de la plupart des partis. Le cadre institutionnel, lui, est prêt. Le référendum du 30 août, que l’opposition avait appelé à boycotter, a approuvé à 70 % une

Constitution qui permet au chef de l’État de nommer et de révoquer le Premier ministre et de dissoudre le Parlement. La charte de transition interdit au général N’Tam d’être candidat. Le calendrier, en revanche, reste entre ses mains.

« Le général, qui prend ses distances avec l’ancien président Embaló, veut rester au centre du jeu », analyse un diplomate africain en poste à Bissau, pour qui un report est possible. Désarmer les fidèles d’un rival et laisser flotter la date du scrutin relèvent, chacun, de la prudence. Ensemble, ils autorisent une autre lecture, que rien ne permet encore de trancher.

Bissau a connu cinq coups d’État depuis l’indépendance en 1974. Reste à savoir si ceux qui gardent des armes chez eux obéiront avant que les électeurs ne soient appelés aux urnes.

T.M.

Mali/Sécurité

L’armée reprend Kidal sans livrer bataille

Appuyées par l’Africa Corps, les forces maliennes sont entrées mardi dans la ville que le FLA contrôlait depuis avril. Les rebelles évoquent un « repli stratégique ».

La reprise de Kidal s’est faite sans un coup de feu, dans une ville largement vidée de ses habitants. Mardi 6 octobre, l’armée malienne, appuyée par les paramilitaires russes d’Africa Corps, a repris le contrôle de ce bastion de la rébellion touareg, désertée par ses occupants. L’état-major avait annoncé le matin même des « opérations aéroterrestres d’envergure » dans la région, pour « neutraliser les groupes armés terroristes » et restaurer la sécurité des populations. Le Front de libération de l’Azawad (FLA) a répondu par un communiqué faisant état d’un « repli stratégique et maîtrisé de ses forces », motivé par la protection des rares civils restés sur

place, exposés selon lui à un usage disproportionné de frappes aériennes. Le mouvement parle d’une mesure temporaire, destinée à préserver ses capacités humaines et logistiques.

Un convoi parti d’Anéfis est entré dans Kidal peu avant 13 heures, a indiqué un officier à l’AFP. « Nous n’avons rencontré aucune résistance », a-t-il précisé, en rappelant que les positions adverses avaient été bombardées en amont. Pour Bamako, le gain est d’abord symbolique. Kidal était aux mains du FLA et de ses alliés djihadistes depuis le 25 avril. Cette perte, survenue lors d’attaques coordonnées contre des positions de l’armée dans plusieurs villes, jusqu’aux abords de la capitale, avait constitué un camouflet pour la junte. Les revers se sont ensuite succédés : une centaine de militaires ont été tués le

10 septembre lors d’une attaque djihadiste contre le camp de Dioura, dans le centre du pays. La ville, que l’armée avait déjà reprise en novembre 2023, a plusieurs fois changé de mains.

Reste à mesurer ce que vaut une victoire sans bataille. Pour l’experte du Sahel Beverly Ochieng, le retrait du FLA n’est pas nécessairement une défaite mais peut relever d’un repli tactique, et la maîtrise de Kidal place l’armée en position de force pour négocier. Elle n’exclut pas une reprise de la médiation. Le contrôle durable de la région demeure un défi, tant les groupes armés y sont nombreux.

Le FLA parle d’une mesure temporaire. L’histoire récente de Kidal invite à ne pas écarter cette hypothèse.

T.M.

Rupture d'anévrisme

Ces signes à ne surtout pas négliger si l'on veut prévenir des drames

La rupture d'anévrisme se traduit par la fissure ou la rupture d'une artère, appelée anévrisme. C'est une complication grave quelle que soit sa localisation, avec un risque de mortalité.

Habituellement, les anévrismes touchent les artères du cerveau (anévrisme intracrânien) ; l'aorte (principalement, anévrisme de l'aorte thoracique) ; l'anévrisme de l'aorte abdominale ; ou les parois du cœur (anévrisme du cœur). Certains anévrismes peuvent apparaître au niveau d'artères dérivées de l'aorte et des membres périphériques (artères poplitées, artères iliaques, artères mésentériques, artères hépatiques, artères rénales...).

La rupture d'anévrisme cérébral

L'on estime qu'entre 2 et 4% de la population serait porteuse d'un anévrisme cérébral, selon plusieurs études. Sa découverte se fait le plus fréquemment entre 35 et 60 ans et un peu plus souvent chez la femme. Toutefois, le risque de rupture de cet anévrisme est très faible : il concerne environ 1 sur 10 000 habitants par an.

La rupture d'anévrisme cérébral est à l'origine d'une hémorragie cérébrale. L'on parle alors d'Accident vasculaire cérébral (AVC) hémorragique. « Le patient ressent de violents maux de tête accompagnés parfois de vomissements. La rupture d'un anévrisme au cerveau peut laisser des séquelles importantes (hémiplegie, troubles du langage...). Lorsqu'elle est trop importante, l'hémorragie entraîne le décès du patient. Une minorité de personnes touchées s'en sort néanmoins sans séquelles ».

La rupture d'anévrisme de l'aorte

L'anévrisme aortique est assez fréquent notamment chez l'homme après 65 ans. Les anévrismes peuvent se développer partout le long de l'aorte. La plupart d'entre eux se développent dans l'aorte abdominale. Les autres se développent dans l'aorte thoracique, plus fréquemment dans l'aorte ascendante.

Les conséquences d'une rupture d'un anévrisme aortique dépendent de sa localisation précise et de

la taille de la fissure. Une grande rupture peut devenir rapidement mortelle, et une petite (parfois appelée une fuite) peut produire des symptômes précurseurs qui poussent les patients à consulter un médecin.

Des douleurs sévères dans le thorax ou l'abdomen, une baisse de la pression artérielle et un état de choc sont des signes d'alerte.

La rupture d'anévrisme du cœur

L'anévrisme peut toucher le cœur, soit au niveau du ventricule gauche, le plus souvent suite à un infarctus du myocarde (crise cardiaque), soit après une infection du cœur (une endocardite infectieuse subaiguë). L'on parle en ce moment d'anévrisme mycotique. Il peut provoquer diverses complications comme une insuffisance cardiaque, des troubles du rythme qui vont justifier la mise en place d'un traitement avec des médicaments anticoagulants et antiarythmiques. La rupture de l'anévrisme du cœur est une complication rare qui engage le pronostic vital.

La rupture d'anévrisme d'une artère périphérique

Environ 70% des anévrismes artériels périphériques sont des anévrismes poplités (touchant l'artère qui passe derrière le genou pour vasculariser la jambe). 20% sont des anévrismes iliofémoraux (artères du bassin et des membres inférieurs). Ces anévrismes sont plus fréquents chez l'homme après 65 ans. Le risque de rupture des anévrismes des membres périphériques est faible. La rupture d'anévrisme se manifeste généralement par des douleurs des extrémités et des fourmillements. Les extrémités sont froides, pâles et/ou sans pouls. Ces symptômes poussent généralement le patient à consulter un médecin. Toutefois, la principale complication à craindre en cas d'anévrisme des membres périphériques est la thrombose ou l'embolie. Une intervention chirurgicale est parfois pratiquée afin d'éviter ces accidents.

Les autres ruptures d'anévrisme

Enfin, certaines ruptures d'anévrisme peuvent concerner une artère irriguant un organe comme

le foie (anévrisme hépatique), l'intestin (anévrisme mésentérique), la rate (anévrisme splénique)... Il s'agit généralement d'artères dérivées de l'aorte. Ces ruptures d'anévrisme restent rares. Elles entraînent des douleurs et

risque de rupture. D'autres anévrismes fréquents sont ceux qui touchent les artères du cerveau (entraînant un risque d'AVC) et de l'aorte thoracique.

Parfois une maladie peut en être la cause



Rupture d'anévrisme au niveau du cerveau (Image trouvée sur internet)

un dysfonctionnement de l'organe irrigué par l'artère malade. Parfois la résection (couper la partie affectée de l'organe, et préserver les parties saines) de l'organe est nécessaire au traitement. Par exemple, la résection de l'intestin en cas de rupture d'anévrisme mésentérique.

À quoi est due une rupture d'anévrisme ?

Chez une personne jeune et en bonne santé, les artères sont solides, flexibles et élastiques. Avec l'âge, la paroi des artères se fragilise : l'on parle alors d'artériosclérose. Les artères subissent un amincissement de leur paroi avec destruction des lames élastiques et des cellules musculaires lisses. La formation de plaques d'athéromes (constituées de cellules sanguines et de mauvais cholestérol) participe à ce phénomène de détérioration artérielle. De son côté l'hypertension artérielle provoque des lésions sur les vaisseaux. Une artère fragilisée est en risque de se dilater : c'est l'anévrisme. L'anévrisme peut résulter d'une dilatation de l'artère sous la forme d'une poche (« anévrisme sacculaire ») dont le diamètre peut être de plusieurs centimètres ou sous la forme d'un élargissement anormal de l'artère sur quelques centimètres (« anévrisme fusiforme », c'est-à-dire en forme de fuseau).

De plus, les anévrismes peuvent toucher différentes artères. La majorité d'entre eux se localisent sur l'aorte abdominale et sont fréquemment le siège de thrombose (formation de caillot de sang), avec création d'embolie, de fissure et

l'hypertriglycéridémie (excès de lipides dans le sang). Autres facteurs de risque : Certains antécédents génétiques et l'existence de cas familiaux ; l'âge avancé et le sexe masculin ; une maladie congénitale ou infectieuse touchant les artères.

Quels sont les symptômes d'une rupture d'anévrisme ?

Généralement, un anévrisme est asymptomatique quelle que soit sa localisation. Dans de rares cas, des symptômes apparaissent lorsque l'anévrisme devient volumineux : « Il faut par exemple s'inquiéter lorsqu'une personne qui présente plusieurs facteurs de risque (âge avancé, obésité...) se plaint soudainement de maux de tête récurrents alors qu'elle n'était pas migraineuse jusqu'ici ».

Lorsqu'un anévrisme se rompt, les symptômes dépendent de l'importance de l'hémorragie et de sa localisation. De façon générale, la rupture d'anévrisme se reconnaît par un dysfonctionnement de l'organe irrigué par l'artère touchée.

Reconnaître une rupture d'anévrisme cérébral

En cas de rupture d'anévrisme du cerveau, les symptômes ressemblent à ceux d'un AVC. Quelques jours ou quelques heures avant la rupture, le patient ressent souvent (dans le 1/3 des cas) des maux de tête inhabituels. La rupture



Rupture dans la zone cardiaque (Image trouvée sur internet)

ou du cerveau.

Quels sont les facteurs de risque d'un anévrisme ?

L'anévrisme étant une maladie de la paroi des artères, tout ce qui est mauvais pour les artères est mauvais pour l'anévrisme et peut donc contribuer à sa rupture. Parmi les principaux facteurs de risque, on trouve donc : le tabagisme, le surpoids et l'obésité, la sédentarité (le fait de ne pas suffisamment bouger), l'hypertension artérielle, le diabète, un excès de cholestérol,

se manifeste par des maux de tête intenses, des troubles de la vision, des paralysies partielles, des troubles de l'élocution, des nausées, des vomissements, parfois une perte de connaissance. Une raideur de la nuque est souvent présente. Le coma est un signe de gravité. Toutefois, lorsque l'hémorragie cérébrale est peu importante, seule une raideur de la nuque sans autre symptôme associé peut être constatée.

Edem Dadzie
Expert : Dr George Retali,
neurologue

Kara

La 29^{ème} équipe médicale chinoise offre des soins gratuits à 172 personnes

Au Centre hospitalier régional (CHR) de Kara, 172 personnes ont bénéficié de consultations médicales, d'examens de santé et de médicaments gratuits grâce à une initiative de la 29^{ème} équipe médicale chinoise d'appui au Togo. Arrivée en septembre 2026, cette mission poursuit une coopération sanitaire entre Lomé et Pékin engagée depuis plus de cinquante ans.

L'activité, organisée au profit du personnel du CHR de Kara, a permis de réaliser des contrôles de paramètres vitaux, notamment la tension artérielle, la saturation en oxygène et le poids. Des consultations spécialisées ont également été assurées par les professionnels chinois, qui ont distribué gratuitement des médicaments aux bénéficiaires.

En marge de ces soins, l'équipe a remis à l'établissement un don de médicaments et de matériels médicaux jugés urgents. Cette contribution vise à renforcer les capacités de prise en charge

du centre hospitalier et à soutenir le renouvellement de ses stocks sanitaires. Le directeur régional de la Santé de la Kara, le Dr Agoro Sibabe, a pris part à la cérémonie de remise du don. « L'activité s'est déroulée

affectée à Kara.

Composée de 9 membres, cette équipe réunit des spécialistes en médecine interne, chirurgie, gynécologie-obstétrique, orthopédie, stomatologie, anesthésie et acupuncture,

organisent régulièrement des interventions gratuites dans les communautés, les villages et les orphelinats, notamment pendant les week-ends.

Ces actions de proximité contribuent à rapprocher

poursuivre sa collaboration avec le personnel togolais du CHR de Kara, en mettant son expertise au service des patients et du renforcement des capacités sanitaires locales. Cette coopération médicale constitue



avec succès et a été hautement saluée par nos collègues togolais », a déclaré Xiao Runping, cheffe de la 29^{ème} mission médicale chinoise au Togo,

ainsi qu'un interprète et un cuisinier. Au-delà des consultations dans les structures sanitaires d'accueil, les équipes médicales chinoises

les services de santé des populations et à compléter les activités de soins dans les établissements hospitaliers. La mission entend

également un volet concret des relations d'amitié entre la Chine et le Togo, entretenues depuis plusieurs décennies.

Africa Expert Summit 2026

Une rencontre des dirigeants d'entreprises pour transformer les stratégies en résultats

L'Africa Expert Summit se tiendra les 26 et 27 novembre 2026 au Sofitel Cotonou Marina Hotel & Spa. Une promesse et un objectif : transformer l'ambition en trajectoire.

La plupart des dirigeants connaissent la théorie. Ils savent qu'il faut déléguer, innover, communiquer et anticiper. Mais entre cette évidence entrepreneuriale et la réalité quotidienne, le fossé reste large. C'est précisément cet écart que l'Africa Expert Summit compte combler, à l'occasion de sa première édition, les 26 et 27 novembre 2026 à Cotonou. Les organisateurs le formulent sans détour : « Il ne s'agit pas simplement de 48 heures. Ce sont vos cinq prochaines années. » Ce sommet est porté par Amadou Gilles Acogny et Nadia Mensah Acogny, co-fondateurs d'Acosphere, et leur approche tranche avec les formats traditionnels. L'objectif est de réunir des profils de référence et de premier plan pour nourrir la réflexion stratégique des

participants et les aider à transformer leurs idées en actions concrètes. L'agenda s'articule autour de cinq verbes : apprendre, connecter, grandir, vivre, investir. Chaque séquence est conçue pour produire un résultat immédiat. Les organisateurs le répètent : le contenu ne vaut que par ce qu'on en fait. « Imaginez entrer avec des questions... et en repartir avec de la clarté », résumement les organisateurs.

Des parcours qui parlent à tous les dirigeants

Le plateau réunit des profils que l'on croise rarement dans les mêmes enceintes. Plusieurs personnalités sont attendues, dont Olivia Yacé, leader ivoirienne primée et défenseuse de l'excellence africaine sur la scène mondiale. Elle apportera son regard sur l'influence internationale. Régis Facia, fondateur béninois de Top Chrono, incarne une success story logistique : il a bâti une entreprise présente dans cinq pays à partir de 3 500

euros. Son parcours parlera à ceux qui démarrent avec peu. Hertz Fauzan Kakoza, ingénieur produit nigérian basé à Lagos, dirige Train of Thought, une structure qui touche plus de 3,5 millions de personnes par mois. Charles Junior Moutapam, fondateur de SPEAR GROUP et SPEAR TRANSFERT, a atteint l'indépendance financière à 30 ans après avoir commencé avec moins de zéro euro. Chloé Dash Inès, coach bilingue et entrepreneure, fait le lien entre l'Afrique anglophone et francophone. Manu Arthur, fondateur de Business Expertiz et Digital Expertiz, accompagne une génération d'entrepreneurs à travers des masterclasses sur le commerce, le marketing et la mentalité.

Un programme pensé pour l'action

Ces parcours couvrent l'ensemble des besoins d'un dirigeant. L'un aide à vendre, l'autre à se positionner, une troisième à financer, un quatrième à communiquer.

Pour un participant, l'enjeu est de trouver les réponses aux questions qu'il se pose. Les organisateurs ont prévu des sessions ciblées et des rencontres structurées pour faciliter ces échanges. Le sommet couvre sept domaines : leadership, business, ventes, intelligence artificielle, innovation, prise de parole et patrimoine. Des keynotes aux ateliers interactifs, en passant par les tables rondes et le coaching en direct, les formats se veulent opérationnels. Le bilinguisme intégral, avec interprétation simultanée anglais-français, vise à décloisonner les écosystèmes. Un dirigeant francophone pourra échanger avec un homologue kényan ou ghanéen sans barrière linguistique.

Le public visé rassemble des décideurs de tous horizons. Chefs d'entreprise, directeurs généraux, responsables des ressources humaines, investisseurs et responsables publics. Des profils variés, dont l'ambition

est de franchir un nouveau cap. Le réseautage occupe une place centrale, avec des sessions structurées et des rencontres dédiées. « Le succès n'arrive pas par hasard. Il arrive quand des personnes ambitieuses choisissent d'être dans la bonne salle pour apprendre auprès des bonnes personnes, au moment idéal », souligne l'organisation.

Un investissement sur cinq ans

L'événement ne s'arrête pas à la clôture des deux journées. Les participants bénéficient d'un accès prolongé aux contenus et à la communauté du sommet. Des programmes de coaching et de développement sont également proposés. L'objectif : ancrer les acquis dans la durée. « Votre avenir est déterminé par les pièces dans lesquelles vous choisissez d'entrer », aime à répéter Gilles Acogny. L'Africa Expert Summit 2026 se présente comme cette pièce.

Modeste Toffhossou



VOTRE CARTE DEVIENT VOTRE COUVERTURE

HORS DU TOGO



INFO : 8283



Assistance
médicale



Rapatriement



Avance
de fonds



Perte & vol
de bagages



Couverture
monde entier



Assistance
24h/7

La Banque Autrement
<https://coris.bank>

